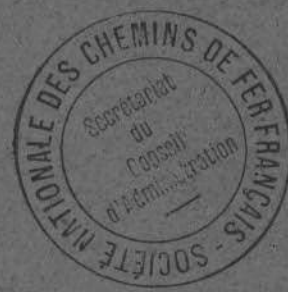


A



Location à la C.T.F. des entrepôts de Bercy.

Lettre S.N.C.F. à la C.T.F.	27. 9.39		
Réponse de la C.T.F.	6.10.39		
	C.D.	19.12.39	50 X
(s) C.A.		20.12.39	22 VI
Lettre S.N.C.F. au M. des T.P.	28.12.39		
Réponse du M. des T.P.	31.12.39		

Ice 19/11/39

Location à la C.T.F. des entrepôts de Bercy.

MINISTERE
DES
TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale
des chemins de fer
et des Transports

1er Bureau

Paris, le 31 décembre 1939

LE MINISTRE,

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des chemins de fer

Par lettre du 28 décembre 1939, vous avez soumis à mon approba-
tion l'accord intervenu entre la Société Nationale des chemins de
fer français et la Compagnie de transports frigorifiques comme suite
aux opérations déjà réalisées par la Société Nationale en vue d'or-
ganiser l'exploitation, sous son contrôle presque absolu, par une
filiale unique, du matériel isotherme et réfrigérant.

Cet accord, approuvé d'une part par le Conseil d'Administration
de la C.T.F. dans sa séance du 13 décembre 1939 et d'autre part, par
le Conseil d'Administration de la Société Nationale, dans ses séances
des 20 et 22 décembre, prévoit notamment que :

.....
- la C.T.F. reçoit en location de la S.T.E.F. l'Entrepôt Frigori-
fique de Bercy, pour une durée de cinq ans, pouvant être prolongé
ensuite par tacite reconduction d'année en année;

.....
J'ai l'honneur de vous informer que, par la présente décision,
j'approuve l'ensemble de l'accord dont il s'agit, qui règle défini-
tivement la question de la réorganisation des transports frigorifi-
ques.

Le Ministre des Travaux Publics

A. de MONZIE.

28 décembre 1939

Nº 4045
D. 9285/7

Monsieur le Ministre,

Suivant vos directives, la S.N.C.F. a entrepris la réorganisation de l'exploitation du matériel isothermes et réfrigérant en vue de donner à une filiale unique, dont elle posséderait le contrôle presque absolu, l'exploitation de la totalité de ce matériel confié auparavant aux filiales des anciens Réseaux.

.....

L'accord intervenu prévoit :

.....

6 La C.T.F. reçoit en location de la S.T.E.F. l'Entrepôt frigorifique de BERCY, pour une durée de cinq ans, pouvant être prolongée ensuite par tacite reconduction d'année en année.

.....

SIGNE : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics

QUESTION VI - Achat par la S.N.C.F. du matériel appartenant à la Compagnie de Transports Frigorifiques et location à cette Société de l'entrepôt frigorifique de Paris-Bercy.

P.V. court -

Sur le rapport de M. DEVINAT, le Comité arrête les propositions qui seront soumises au Conseil d'Administration, dans sa séance du 20 décembre.

Sténo p. 50

M. DEVINAT - A la suite de pourparlers laborieux, un accord a pu enfin être réalisé entre la S.N.C.F. et la C.T.F. pour la reprise du matériel exploité par cette dernière, qu'il s'agisse des wagons appartenant à la S.N.C.F. et donnés en location à la C.T.F. ou des 35 wagons appartenant en propre à cette Société.

Vous savez, en effet, que la S.N.C.F. procède actuellement à une réorganisation d'ensemble des transports frigorifiques, qui comporte la concentration, au 1er janvier, entre les mains d'une Société unique, de l'exploitation de la totalité du matériel isotherme, réfrigérant et frigorifique appartenant soit à la S.N.C.F., soit à la S.T.E.F., à la S.E.F. ou à la C.T.F.

Cette opération ne soulevait aucune difficulté en ce qui concerne la S.E.F., qui est une filiale de la S.N.C.F.

La question a déjà été réglée avec la S.T.E.F.

Restait la C.T.F. Les négociations avec cette Compagnie ont été, je le répète particulièrement laborieuses, aussi je regrette que M. FREDAULT n'assiste pas à l'exposé que je vais en faire.

M. LE PRESIDENT - Il s'est excusé pour nous laisser toute liberté.

M. DEVINAT - J'aurais cependant préféré qu'il fut là, M. BOYAUX m'a tenu au courant des difficultés de la négociation et je considère que les propositions que je suis amené à vous soumettre représentent véritablement le maximum qu'il soit possible d'obtenir.

Evidemment, dans les propositions qui vous sont faites, il y a un point qui, je dois le dire, m'a quelque peu surpris, étant donné les circonstances actuelles: c'est le paiement comptant au lieu d'une opération de location-vente portant sur un certain nombre d'exercices.

La C.T.F. invoque cependant, pour justifier cette demande, un argument qui a sa valeur et que je demanderai à M. le Directeur Général de bien vouloir préciser. Ainsi que vous le savez, le plan de réorganisation prévoyait que la C.T.F. serait chargée de la gestion de l'ensemble des entrepôts frigorifiques, soit de ceux d'Ivry, de Bercy et de Vaugirard qui appartenaient respectivement à la C.T.F., à la S.T.E.F., et à la Société des Entrepôts de Vaugirard.

Pour prendre possession des entrepôts de Vaugirard, la C.T.F. se trouve dans l'obligation de procéder à un rachat rapide des actions de la Société qui les exploite et c'est pour procéder à ce rachat qu'elle a été amenée à demander à la S.N.C.F. un règlement au comptant.

J'ai l'impression que la négociation échouerait si cette clause du paiement comptant était remise en question. Je voudrais cependant savoir si le rachat des entrepôts de Vaugirard est d'une urgence immédiate; dans l'affirmative, je n'hésiterais pas à vous proposer d'approuver toutes les clauses de l'accord intervenu avec la C.T.F.

M. LE BESNERAIS - Les deux opérations sont liées, mais je ne crois pas que les négociations avec la Société des Entrepôts de Vaugirard aient encore abouti. J'ai tout lieu de penser d'ailleurs que, dans l'affirmative, la Société des Entrepôts de Vaugirard demanderait un paiement comptant. Il est d'ailleurs exact que la C.T.F. tient absolument à un règlement immédiat. Si, dit-elle, vous êtes d'accord sur le prix, pourquoi ne pas le verser tout de suite ?

M. GRIMPRET - Le règlement en plusieurs échéances peut être justifié par le fait que nous ne disposons pas maintenant de crédits suffisants pour payer la totalité.

M. LE BESNERAIS - En raison des retards qui se sont produits dans la construction du matériel roulant en 1939, notamment du fait de la guerre qui a retardé les livraisons, nos dépenses, au cours de cet exercice, sont restées inférieures aux prévisions. ^{Il se trouve} ~~Il se trouve~~ donc, qu'en fait, nous disposons de crédits suffisants pour payer la totalité.

.....

M. DEVINAT - Je dois dire que, parmi toutes les clauses qui figurent dans ce projet de convention, celle du paiement comptant est la seule qui m'ait paru de nature à appeler des réserves.

Dans ces conditions, si l'opération actuelle est liée à celle du rachat des entrepôts de Vaugirard et si ce rachat nécessite le paiement au comptant, je propose au Comité d'approuver les clauses de l'accord avec la C.T.F.

M. ARON - Je n'avais pas l'intention de présenter d'observations sur cette affaire, puisqu'un accord paraît être réalisé entre les deux parties, solution qui, en général, est la bonne. Vous savez aussi bien que moi que je ne suis nullement chargé de défendre les intérêts de la C.T.F., mais je ne crois pas qu'il soit juste d'accompagner notre approbation d'une réserve quelconque. Lorsque la S.N.C.F. a acheté les actions de la S.T.E.F., elle en a payé intégralement la valeur, estimée d'après les bénéfices des derniers exercices. Il n'était sans doute pas possible de faire autrement, parce que nous ne disposions d'aucun moyen d'action sur la S.T.E.F. ^{Il se peut que,} ~~En conséquence,~~ dans le cas de la C.T.F., la situation ^{soit} ~~est~~ différente, puisque la plus grande partie du parc de wagons frigorifiques exploités par la C.T.F. appartient à la S.N.C.F. et que la C.T.F. ne pourrait pas faire grand chose avec les seuls wagons qui lui appartiennent.

M. LE BESNERAIS - Il faut reconnaître toutefois que le contrat avec la C.T.F. ne pouvait être dénoncé que le 1er avril 1940, ^{quoique} ~~malgré~~ cette Compagnie a accepté qu'on en suspende l'application dès le 1er janvier 1940, ce qui représente de sa part un sacrifice certain.

.....

M. LE PRESIDENT - Il est certain, d'autre part, que les négociateurs de la C.T.F. ont bien défendu les intérêts de cette Société.

M. ARON - En tout cas, je ne crois pas, pour les raisons que je viens de rappeler, que nous soyons fondés à faire une réserve quelconque en donnant notre approbation à l'accord qui nous est soumis. Si une réserve avait dû être faite, c'eût été bien plutôt lors du contrat passé avec la S.T.E.F.

M. LE PRESIDENT - En somme, vous êtes d'avis d'accepter les propositions du rapporteur.

M. ARON - Oui, puisque les intéressés sont d'accord.

M. DEVINAT - M. ARON considère que l'accord avec la C.T.F. est la juste conséquence de l'accord passé antérieurement avec la S.T.E.F. Tout ce que je voulais dire, en me plaçant au point de vue d'un négociateur cherchant à obtenir les meilleures conditions, c'est que j'aurais préféré que la S.N.C.F. n'ait pas à effectuer un paiement comptant.

J'ai d'ailleurs l'impression que les négociations ont été particulièrement bien conduites par M. BOYAUX. Les clauses qui figurent dans le projet d'accord ont été discutées de très près. Le seul point qui avait paru appeler quelques réserves, dans les circonstances actuelles, est l'obligation d'un règlement comptant. C'est pourquoi j'avais demandé une explication. La justification vient de vous en être donnée. Si vous la trouvez pertinente, je n'ai personnellement aucune objection à l'approbation de l'accord.

J'ai d'ailleurs l'impression qu'en échange de ce paiement comptant, la C.T.F. a consenti un certain nombre de concessions.

M. GRIMPRET - Si nous n'acceptons pas le paiement comptant, que ce passerait-il ?

M. BERTHELOT - L'accord ne pourrait être réalisé. Il faudrait envisager l'éventualité d'un procès.

M. GRIMPRET - Dans ces conditions, si nous devons approuver cet accord, je crois qu'il est préférable de le faire sans accompagner cette approbation d'aucune réserve.

M. ARON - C'est exactement mon sentiment.

M. DEVINAT - Je suis également de cet avis et je regrette seulement que M. FREDULT n'ait pas assisté à cette discussion.

M. LE PRESIDENT - Je remercie M. DEVINAT de son exposé. M. le Commissaire du Gouvernement a-t-il des observations à présenter ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Non.

M. LE PRESIDENT - Le Comité ^{est d'accord sur} ~~xxxxxxx~~ les propositions qui lui sont soumises. Nous proposerons demain au Conseil d'Administration de les approuver.

du 19 DÉC. 1939 193

(Question N° X)

du 20 DÉC. 1939 193

(Question N° VI)

15 décembre 1939

*Location
de l'entrepôt de
Bercy*

Achat, par la S.N.C.F. du matériel appartenant
à la Compagnie de Transports Frigorifiques et location
à cette Société de l'entrepôt frigorifique de Paris-Bercy.

La S.N.C.F. procède actuellement, suivant les directives de M. le Ministre des Travaux Publics, à une réorganisation des transports frigorifiques qui comporte la concentration, au 1^{er} janvier 1940, entre les mains d'une Société unique : la Société Française de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.), de l'exploitation de la totalité du matériel isotherme, réfrigérant et frigorifique.

Dans sa séance du 19 juillet 1939, le Conseil d'Administration a autorisé l'acquisition, par la S.N.C.F., de 72.778 actions de la S.T.E.F.

Cette opération, approuvée par une décision du 31 juillet 1939 des Ministres des Travaux Publics et des Finances, a donné à la S.N.C.F. le contrôle complet de la plus importante des trois Sociétés auxiliaires de transports frigorifiques.

Poursuivant son programme de réorganisation et de fusion des exploitations et conformément aux directives formulées dans la dépêche de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 27 septembre 1939, la S.N.C.F. s'est préoccupée en deuxième étape, d'incorporer dans le parc de la S.T.E.F. :

- d'une part, les wagons appartenant à la S.N.C.F. et donnés en location à la C.T.F. ;

- d'autre part, le matériel appartenant en propre à cette Société.

A cet effet, des négociations ont été entreprises entre les Services de la S.N.C.F. et ceux de la C.T.F. et ont abouti au texte faisant l'objet de l'Annexe n° I ci-jointe définissant les bases de l'accord à passer entre les deux Sociétés.

Cet accord donnerait satisfaction à la S.N.C.F. en lui permettant d'incorporer dans le parc de la S.T.E.F. l'ensemble des wagons exploités actuellement par la C.T.F., et d'autre part confierait à la C.T.F., qui dispose déjà de l'Entrepôt frigorifique de PARIS-Ivry, l'exploitation de l'Entrepôt de Bercy, cette opération devant à la fois permettre un meilleur rendement et améliorer la position commerciale de ces entrepôts.

.....

Ce texte a reçu l'approbation du Conseil d'Administration de la C.T.F. Si vous l'approuvez, les dispositions prévues entreront en vigueur le 1er janvier prochain et nous établirons le contrat à passer avec la C.T.F. pour la location de l'Entrepôt de Bercy.

L'annexe n° 2 donne les recettes d'exploitation en recettes, dépenses et produits bruts des entrepôts de Bercy et d'Ivry de 1934 à 1938, c'est-à-dire pendant les 5 années dont les résultats ont été utilisés pour établir les bases de l'accord en ce qui concerne la location de l'entrepôt de Bercy.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

Bases d'un accord entre S.N.C.F. et C.T.F.
établies par les Représentants des deux Sociétés.

D - 9285/7

1°- La S.N.C.F. reprend au 1^{er} janvier 1940 les wagons ayant fait l'objet du contrat de location, la C.T.F. renonçant à toute demande d'indemnité du fait de la cessation de leur exploitation.

2°- La S.N.C.F. désirant, compte tenu de la nouvelle organisation projetée, inclure dans l'ensemble du parc de wagons frigorifiques les 35 wagons appartenant en propre à la C.T.F., celle-ci y consent mais demande le rachat de ses wagons, moyennant un paiement comptant. Le rachat aurait lieu à la date du 1^{er} janvier 1940.

La C.T.F. ne discute pas le prix de Frs : 100.000,- par wagon qui avait servi de base à la S.N.C.F. dans une première proposition; elle demande, en conséquence, le versement pour les 35 wagons dont il s'agit de la somme de Frs : 3.500.000,-

La S.N.C.F. fera le nécessaire pour que la Société exploitant les wagons à partir du 1^{er} janvier 1940 conserve les agents que la C.T.F. avait affectés à l'exploitation des wagons, aux conditions de leur contrat ou à des conditions équivalentes.

3°- La C.T.F. a apporté, en accord avec le chemin de fer, et dans l'intérêt de son trafic, aux wagons que lui louait la S.N.C.F. ainsi qu'aux wagons lui appartenant en propre, les aménagements indispensables à leur utilisation normale.

La S.N.C.F. a intérêt à la reprise de ces aménagements plutôt que de les remplacer par des aménagements neufs ou par d'autres dispositifs tendant au même objet.

La C.T.F. a dépensé une somme de 1.900.000 fr. pour l'installation de l'ensemble de ces aménagements; elle accepte, comme remboursement, une somme forfaitaire de 1.500.000 fr. payable comptant le 1^{er} janvier 1940.

4°- La Société Nationale des Chemins de fer verrait avantage à la mise en commun de l'exploitation des entrepôts frigorifiques de la région parisienne en vue de permettre un meilleur rendement de cet outillage et développer par là même le trafic du chemin de fer; elle est d'accord sur la solution consistant à faire exploiter par la C.T.F. les trois entrepôts d'IVRY, de BERCY et de VAUGIRARD.

....

5°- En ce qui concerne l'entrepôt de Bercy (y compris la fabrique de glace), la C.T.F. accepte de le prendre en location aux conditions suivantes :

La C.T.F. paiera à la S.T.E.F. un loyer composé de deux éléments:

a) - un élément déterminé par avance égal aux sommes que la S.T.E.F. devra verser pour l'année considérée à la S.N.C.F. au titre de l'Entrepôt de Bercy et qui sont actuellement fixées par les contrats intervenus le 5 janvier 1922 et le 1^{er} avril 1931 entre la P.L.M. et la S.T.E.F. (annuités de travaux, loyer, charges et impôts, entretien et renouvellement du matériel de voie appartenant à la S.N.C.F., nettoyage et graissage des appareils, entretien du quai et de la cour, dépenses d'éclairage et de fourniture d'eau, redevances pour desserte de l'embranchement, frais de reconnaissance des marchandises dans l'emplacement loué.

b) - un élément variable égal à 18 % de la part des recettes brutes de l'entrepôt de Bercy dans l'ensemble des recettes brutes des trois entrepôts, sans que cet élément puisse dépasser la part du produit brut de l'entrepôt de Bercy dans l'ensemble du produit brut des trois entrepôts pendant l'année considérée. Toutefois, si la part du produit brut de l'année suivante est supérieure de plus de 100.000 fr au montant de l'élément variable du loyer de l'année, le surplus servira, à concurrence de moitié, à amortir définitivement la différence entre la somme versée l'année précédente et la somme réellement due par application du pourcentage de 18 %.

La part des recettes et du produit brut de chaque entrepôt sera calculée d'après la moyenne des 5 dernières années. Tant que l'accord n'aura pas été réalisé avec la Société de Vaugirard, la part de l'entrepôt de Bercy est, sur ces bases, fixée à 50 %.

Le contrat de location sera fait pour une durée de 5 ans, à dater du 1^{er} janvier 1940, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, chacune des parties contractantes pouvant le faire cesser à la fin de chaque période en prévenant l'autre 1 an à l'avance, par lettre recommandée. Toutefois, pendant la période initiale de 5 années, dans le cas où l'exploitation de l'ensemble des 3 entrepôts deviendrait déficitaire pendant au moins 2 années consécutives, la C.T.F. pourrait mettre fin au contrat moyennant un préavis de 6 mois.

Pendant la durée de son contrat, la C.T.F. assurera à ses frais l'entretien normal des installations de l'Entrepôt de Bercy.

6°- En ce qui concerne l'entrepôt de Vaugirard, la C.T.F. est prête à se mettre en rapport direct avec la Société des Entrepôts de Vaugirard pour en obtenir l'exploitation, étant entendu que la S.N.C.F. l'aiderait, en cas de besoin, pour mener et faciliter les négociations utiles.

La C.T.F. ferait son affaire personnel du prix de cession.

.....

7°- La C.T.F. reprendra les agents affectés à l'exploitation de l'entrepôt de Bercy, à moins d'accord contraire avec la S.T.E.F. et ce aux conditions de leur contrat ou à des conditions équivalentes.

8°- Seraient résiliés à partir du 1^{er} janvier 1940, les accords suivants:

- accord intervenu le 25 octobre 1932 entre la S.T.E.F., la C.T.F. et la S.E.F. en vue de délimiter leurs zones respectives d'action.

- accord intervenu le 30 décembre 1933 avec la S.E.F. pour instituer un Syndicat d'exploitation des wagons.

9°- L'exploitation des entrepôts de Bercy, Ivry et Vaugirard s'effectuera dans des conditions garantissant entre la S.N.C.F. et la C.T.F. une collaboration indispensable aux intérêts du chemin de fer, notamment en ce qui concerne les questions de concurrence routière.

La S.N.C.F. et la S.T.E.F. faciliteront, soit par leurs agents commerciaux, soit par leur action publicitaire, le développement du trafic des entrepôts exploités par la C.T.F.

D'autre part, la C.T.F. est disposée à offrir à la S.N.C.F. un siège d'Administrateur à son Conseil d'Administration.

ENTREPOT DE BERCY

	1934	1935	1936	1937	1938	Moyennes
RECETTES	2.931.375	2.610.930	2.595.888	3.083.413	2.777.931	2.799.907,40
DEPENSES	2.163.564	1.910.859	1.994.511	2.388.281	2.451.558	2.181.754,60
PRODUIT BRUT	767.811	700.070	601.377	695.131	326.372	618.152,20
% des RECETTES	26,19	26,81	23,16	22,54	11,74	21,68

ENTREPOT D'IVRY

	1934	1935	1936	1937	1938	Moyennes
RECETTES	2.641.143	2.408.614	2.378.353	2.867.098	3.382.642	2.735.570
DEPENSES	2.053.515	1.886.487	1.736.573	2.351.901	3.097.209	2.225.137
PRODUIT BRUT	587.628	522.127	641.780	515.197	285.433	510.433
% des recettes	22	22	26,20	18	8,50	19,34

Compagnie de Transports
Frigorifiques

Direction : 62, rue Montorgueil
Paris, 2^e

Paris le 6 octobre 1939

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos deux lettres en date du 27 septembre dernier (1939),l'autre par laquelle vous nous proposez "pendant la durée des hostilités" d'une part de vous céder par contrat de location-vente les 35 wagons nous appartenant et, d'autre part, de nous charger en régie intéressée de l'exploitation des Entrepôts de BERCY et de VAUGIRARD.

Ces deux lettres appellent de notre part, les observations suivantes:

.....
Ces propositions elles-mêmes appellent d'ailleurs de notre part les observations suivantes : si, comme nous croyons le comprendre, vos propositions doivent jouer dans le cadre de la durée des hostilités, la signature d'un contrat de location-vente pour nos wagons dont la durée s'étalerait sur 20 ans est contraire à cet objectif. Il en est de même pour les Frigorifiques de BERCY et de VAUGIRARD.

Enfin nous croyons savoir que la remise entre nos mains de l'exploitation des Entrepôts de BERCY et de VAUGIRARD ne manquera pas de provoquer de nombreuses objections de la part des concessionnaires actuels dont le consentement doit être nécessairement préalable à nos négociations

.....
Le Président,

signé :